

Working Group III

Working document 16

NOTE

| | |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| du | Secrétariat |
| au | Groupe de travail III "Personnalité juridique" |
| Objet : | Incidence de la personnalité juridique unique de l'Union sur la simplification des traités - Rapport final |

Groupe de travail III « Personnalité juridique »

Les membres du Groupe de travail trouveront ci-joint la dernière partie du projet de rapport final qui traite de l'incidence de la personnalité juridique unique sur la simplification des traités.

Incidence de la personnalité juridique unique de l'Union sur la simplification des traités

Projet de rapport final

Le mandat du groupe de travail soulève en outre la question de savoir si la reconnaissance explicite d'une personnalité juridique à l'Union peut contribuer à la simplification des traités.

La question se pose en effet de savoir quelles seraient les incidences d'une personnalité juridique unique pour l'Union, qui absorberait la personnalité de la Communauté européenne, sur la dualité actuelle des deux traités principaux en cause, le TUE et le TCE.

Bien qu'il soit concevable de fusionner les personnalités juridiques sans fusionner lesdits traités ¹, le groupe a conclu sur ce point que la fusion de ces deux traités constituerait une suite logique de la fusion de l'Union et de la Communauté ², et contribuerait de la sorte à simplifier traités. On a observé à cet égard que, dans la mesure où la Communauté n'aurait plus de personnalité juridique propre, la distinction entre un TUE et un TCE n'aurait plus de raison d'être, et constituerait une source de complication inutile.

Après s'être prononcé en faveur de la fusion des traités, le groupe de travail a exprimé en outre une nette préférence pour l'option qui consiste à réaménager le nouveau traité unique en deux parties ³. Une partie fondamentale composée de dispositions de nature constitutionnelle, nouvelles ou provenant des traités actuels. La seconde partie codifierait et restructurerait toutes les dispositions du TUE et du TCE dont la matière n'a pas été couverte par la partie fondamentale ⁴. L'ensemble du nouveau produit remplacerait le TUE et le TCE.

¹. Une nouvelle clause préciserait simplement que l'Union se substitue et succède à la Communauté européenne, sans toucher au TCE.

². La logique sous-jacente à la fusion du traité EURATOM est la même que pour la fusion du TCE. Une telle fusion permettrait en outre de supprimer un grand nombre de dispositions EURATOM qui sont identiques ou similaires au TCE. Toutefois, compte tenu de certains problèmes spécifiques liés au Traité Euratom, il semble opportun d'approfondir ultérieurement les implications éventuelles de la fusion de ce traité.

³. WG III - WD 06 : Option 1, b.

⁴. A titre d'exemple, cette seconde partie pourrait être composée de statuts (pour les institutions) ou de protocoles spéciaux (pour les blocs de politiques : marché intérieur, UEM, JAI, PESC, politiques communes, etc.) V. aussi dans ce sens la contribution du Dr. Gunter Pleuger (WGIII-WD 11).

Cette option a été appuyée par les deux experts invités, les professeurs Peter-Christian Müller-Graff et Bruno de Witte. Ce dernier a particulièrement insisté sur les risques que représenterait, notamment sur le plan de la sécurité juridique, l'option consistant à produire un nouveau traité fondamental qui se superposerait aux traités actuels, non fusionnés.

Le groupe de travail s'est également penché sur la question de la structure actuelle de l'Union en "piliers". Le groupe a conclu sur ce point que la fusion des traités, pas plus que la fusion des personnalités juridiques, n'ont en soi d'incidences automatiques sur cette structure. Néanmoins, la façon dont cette structure en pilier est formulée dans le TUE actuel paraîtrait quelque peu anachronique, voire obsolète, dans un nouveau traité unique⁵. Elle constituerait en outre une source de complication inutile dès lors que toutes les caractéristiques institutionnelles et procédurales propres aux deux piliers dits "intergouvernementaux" (PESC et coopération en matière pénale) pourraient être préservées, si telle était la volonté de la Convention.

Sur ce dernier point, néanmoins, certains membres du groupe de travail ont suggéré que la disparition de la structure en pilier actuelle devrait s'accompagner d'un réexamen approfondi des particularismes institutionnels et procéduraux afin d'unifier, dans la mesure du possible et du désirable, l'architecture institutionnelle de l'Union.

La simplification des traités soulèvent naturellement une série d'autres questions qui ne sont pas directement liées à la personnalité juridique unique, et qui seront discutées plus tard dans le cadre de la Convention⁶. Ces questions ont trait principalement à l'architecture et au contenu de la partie fondamentale, à la forme et à la structure de la seconde partie, ainsi qu'à l'articulation entre les deux parties. Une autre question touche à la modification ou à la différenciation des procédures de révision des traités, ainsi qu'à une éventuelle correspondance entre les deux parties du nouveau traité unique et des procédures de révision distinctes.

⁵ . V. notamment les articles 1, 28, 41 et 47 du TUE.

⁶ . V. sur ce sujet la note de réflexion établie par le secrétariat à l'attention du Praesidium (CONV 250).

Paragraphe de conclusion :

La fusion des personnalités juridiques de l'Union et de la (des) Communauté(s) n'entraîne pas en soi la fusion des traités. Cependant, la raison d'être de la dualité actuelle du TUE et du TCE ayant disparu, la fusion et la restructuration des traités dans un instrument unique contribuerait largement à la simplification des traités. Cet instrument unique devrait en outre être composé de deux parties, la première correspondant à la partie fondamentale qui comprendrait les dispositions de nature constitutionnelle.

La fusion des traités, pas plus que la fusion des personnalités juridiques, n'entraîne en soi la fusion des piliers. Mais conserver la formulation actuelle de la structure en pilier dans un traité unique serait anachronique. La supprimer contribuerait en revanche à simplifier grandement l'architecture de l'Union, sans toutefois préjuger a priori des modifications de fond que la Convention voudra effectuer aux procédures et instruments en vigueur dans les différents piliers.